

forces intelligentes, organisées, intéressées à le défendre, et fondé, par le développement du régime municipal, le gouvernement le plus fort, à l'intérieur, de tous les Etats européens ; car, par sa seule influence morale, il a su prévenir les révolutions.

Les esprits les plus éminents sentent bien que, c'est dans le développement du régime municipal, qu'est le salut et l'avenir de la patrie. Voici comment M. Guizot lui-même s'exprime à ce sujet, dans son ouvrage récent de la *Démocratie en France* :

« La centralisation a rendu d'immenses services à la France ; mais le temps de sa souveraineté est passé..... Partout attaquées, il faut qu'avec la propriété et la famille, toutes les bases de la société soient partout fortement défendues. Et, c'est trop peu, pour les défendre, que des fonctionnaires et des ordres venus du centre même soutenu par des soldats. Il faut que partout les propriétaires, les chefs de famille, les gardiens naturels de la société soient mis en devoir et en mesure de soutenir sa cause ; en faisant ses affaires, qu'ils aient leur part, une part effective d'action et de responsabilité dans le maniement des intérêts locaux comme de ses intérêts généraux, dans son administration comme dans son gouvernement. Partout, le pouvoir central doit tenir le drapeau de l'ordre ; nulle part, il ne peut à lui seul en porter tout le fardeau. »

Mais, qu'on y prenne garde, que l'on ne fasse pas, comme l'illustre ministre de Louis-Philippe, qui n'a vu la vérité qu'à la lueur du coup de tonnerre qui l'a précipité du sommet du pouvoir, lui et la dynastie dont il était le plus ferme appui. Il est temps de s'occuper des véritables réformes qui, seules, peuvent rendre la paix à la nation, en donnant un élément et une sphère aux activités qui, sans direction et sans but, s'apprêtent à se déchaîner encore. Ce n'est que par une sage réorganisation gouvernementale, que l'on détournera les esprits des révolutions sociales qu'ils rêvent.

Depuis la proclamation de la République, c'est-à-dire de la souveraineté du peuple exercée par le suffrage universel, qu'avons-nous fait ? Rien. Nous nous agitions dans une tourmente stérile, pleine de trouble et d'inquiétude, parce que les chefs de l'Etat sont sans but et ne savent ce qu'ils veulent. Tous les partis qui sont au pouvoir ou qui en approchent, ne sont préoccupés que du succès de leur ambition. Aucun n'a compris que le seul moyen de réussir était de faire exclusivement les affaires du pays, en s'oubliant lui-même.

Ni la résistance contre ce que l'on appelle les ennemis éternels de l'ordre social, ni même la solution du problème de l'équilibre du bud-